

MICROFINANCE

La classe d'actifs anti-pauvreté!

Genève accueillera les 1^{er} et 2 octobre prochains, un important symposium international dédié à la microfinance. Intitulée «Building Fair Financial Markets for All», cette rencontre regroupera quelques-uns des acteurs les plus en vue du secteur avec, en vedette, Muhammad Yunus, Prix Nobel de la paix pour ses activités de pionnier en matière de microfinance. *Banque & Finance* a rencontré les organisateurs de ce symposium, Jean Zwahlen et Melchior de Muralt, respectivement président et trésorier du World Microfinance Forum Geneva. Interview.

Propos recueillis par
Olivier VACHERAND

Banque & Finance: Jean Zwahlen, vous êtes président du World Microfinance Forum Geneva qui organise le symposium, présentez-nous cette organisation.

JEAN ZWAHLEN: Il s'agit d'une institution qui s'est donnée pour mission de faciliter le dialogue entre les investisseurs et les fournisseurs de services financiers avec, pour objectif, d'assurer que les investissements

dans la finance inclusive aboutissent à un résultat tant financier que social. Parmi les membres et partenaires du WMFG se trouvent Genève Place Financière, la Swiss Microfinance Platform (réunissant plus de 40 organisations commerciales et non commerciales actives dans le domaine de la microfinance), la DDC, le Sustainability Forum Zurich, ainsi qu'un certain nombre d'entreprises privées et de fondations agissant pour la promotion du développement durable et de la microfinance.

MELCHIOR DE MURALT: Pour faciliter le dialogue entre les différents acteurs, le WMFG s'est donné pour mission d'organiser un vaste symposium biennal (le premier aura donc lieu en octobre prochain à Genève) ainsi que des workshops dans les pays concernés.

B&F: Genève semble être candidate à un certain leadership en matière de microfinance, comment l'expliquer?

J.Z.: Genève bénéficie de beaucoup d'atouts pour être moteur dans le développement de la microfinance. Outre la neutralité du pays, la ville bénéficie d'une longue tradition dans l'humanitaire, avec de nombreuses organisations œuvrant dans ce domaine, et d'une place financière d'envergure internationale. De plus, un certain nombre d'associations, d'institutions et de sociétés genevoises sont présentes depuis plusieurs années déjà sur le secteur. Genève a donc un rôle «naturel» à jouer dans cette activité qui, outre la dimension financière, a une vraie dimension sociale et de développement.

«La question n'est donc pas tant de savoir si la microfinance est néolibérale ou pas. La question est de savoir comment on peut faire travailler ensemble les acteurs publics et privés pour donner un accès, notamment aux financements, à tous ceux qui en ont besoin.»

MELCHIOR DE MURALT

B&F: Justement, vous connaissez la thèse développée notamment par le Professeur Jean-Michel Servet, qui considère que la microfinance véhicule une vision néolibérale du développement et que le système a des effets pervers avec des microcrédits utilisés, non pas pour créer une activité locale pérenne mais pour faire face aux dépenses de fonctionnement des familles. Qu'en pensez-vous?

M.D.M.: Le forum ne veut pas forcément prendre position. Notre objectif est plus d'ouvrir le débat. Nous allons communiquer sur les résultats et sur l'impact social de la microfinance. Vous savez, comme toujours, la vérité se situe sans doute entre ces deux

Le Forum pratique

World Microfinance Forum Geneva

Dates: 1^{er} et 2 octobre

Lieu: BIT Genève

Près d'une cinquantaine d'orateurs confirmés. Parmi eux:

- Muhammad Yunus, Prix Nobel de la Paix
- Axel Miller, CEO Dexia
- Robert Annibale Global Director of Microfinance, Citigroup
- Ivan Pictet, Associé Senior, Pictet & Cie
- Patrick Odier, Associé gérant, LODH
- Juan Somavia, Directeur, BIT
- Robson Rocha, PDG, Banco Popular Brasil

Pays invité: Chine

Contact: Katia Kershwell

Email: info@microfinanceforum.org

Tél.: +41 22 770 00 87

Programme complet et inscriptions:
www.microfinanceforum.org

thèses. Quoi qu'il en soit, il ne faut pas manquer d'observer la demande mondiale. Il y a environ 1,5 milliard de personnes qui ont des besoins de capitaux pour lancer leur micro-activité. Sur ces 1,5 milliard, environ 150 millions seulement sont servis par la microfinance, soit 10% du marché. Il ne faut pas se leurrer, il n'y aura jamais assez de fonds publics et d'organisations caritatives pour servir cette demande. La question n'est donc pas tant de savoir si la microfinance est néolibérale ou pas. La question est de savoir comment on peut faire travailler ensemble les acteurs publics et privés pour donner un accès, notamment aux financements, à tous ceux qui en ont besoin. La Banque Mondiale est tout à fait dans cette ligne. Les fonds publics peuvent être destinés à prendre en charge une partie du risque pour permettre aux fonds de pension, aux fonds de placement ou fonds souverains de s'engager avec un risque moindre. Cette question sur la façon de travailler ensemble est un des axes du forum.

J.Z.: Il ne faut pas faire de querelles de chapelles entre la microfinance traditionnelle, plutôt locale et à vocation charitable et une microfinance plus financière. Au final, l'objectif de chacun, avec des moyens différents, est d'arriver à une réduction de la pauvreté.

B&F: Et ça marche?

J.Z.: Les retours d'expérience montrent que ce sont les femmes qui sont les principales bénéficiaires des prêts accordés par les institutions de microfinance. Tous les professionnels peuvent vous raconter les success stories locales nées de l'obtention d'un microcrédit. N'oublions pas enfin que le

Prix Nobel 2006 a été accordé à Muhammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank, promoteur et théoricien de la microfinance. Nous aurons d'ailleurs le privilège de l'accueillir à Genève en octobre prochain lors de notre symposium. Il s'exprimera notamment sur le futur de la microfinance.

M.D.M.: Le développement de la microfinance a un autre intérêt. Elle touche une population qui n'a pas toujours une existence administrative très élaborée. La microfinance parvient à pénétrer ce monde informel et elle peut faire office de canaux de distribution pour d'autres produits: santé, éducation, etc.

B&F: On reproche à la microfinance des taux d'intérêts pas toujours très éthiques. Quel est leur niveau moyen?

M.D.M.: Impossible de le dire tant les taux varient en fonction des pays et des régions. Ils sont effectivement plus élevés que ceux pratiqués dans les pays développés mais sans commune mesure avec ceux pratiqués par les usuriers locaux. J'ai entendu parler de taux pouvant aller jusqu'à 1000% chez eux. Dans les institutions commerciales, il faut bien comprendre que les taux pratiqués sont fonction des coûts. Plus une institution descend dans les zones rurales, plus les coûts, donc les taux, vont être élevés. Le fait que les institutions de microfinance soient peu nombreuses ne favorise pas la baisse des taux. Avec le développement des nouvelles technologies et la concurrence, les taux vont baisser. C'est déjà le cas dans des Pays comme l'Inde ou la Bolivie.

J.Z.: Il faut aussi préciser que les taux peuvent baisser en fonction de l'emprunteur à l'occasion d'un deuxième prêt mais il



«Évitons les querelles de chapelles entre la microfinance à vocation charitable et une microfinance plus financière. L'objectif de chacun, avec des moyens différents, est d'arriver à une réduction de la pauvreté»

JEAN ZWAHLEN

ne faut pas oublier qu'initialement les frais de fonctionnement de ces institutions sont élevés.

B&F: La crise financière actuelle est née suite à des prêts octroyés à des personnes peu solvables, y a-t-il un risque type subprimes avec le microcrédit?

M.D.M.: C'est déjà arrivé. La Bolivie a connu une crise de surendettement à la fin des années 90, notamment suite à l'arrivée de sociétés de leasing qui ont repris des fichiers de microfinance.

J.Z.: C'est la raison pour laquelle, il va falloir envisager de mettre en place des organes de supervision. Le type de supervision n'est pas encore défini mais les idées commencent à émerger. Peut-être peut-on s'inspirer des 25 principes du Comité de Bâle mais dans une version très allégée car ce serait trop cher et trop lourd à gérer administrativement. Il faut un type de surveillance adapté aux métiers de la microfinance, peut-être gradué en fonction du

Jean Zwahlen, l'expérience



Après une première partie de carrière diplomatique bien remplie couronnée par une nomination au poste d'Ambassadeur de Suisse auprès de l'OCDE à Paris, Jean Zwahlen intègre le directoire de la Banque nationale suisse en 1987 pour y conduire la politique monétaire, les devises et le trafic des paiements. A l'heure où l'on prend sa retraite, Jean Zwahlen entame une nouvelle carrière en intégrant l'Union Bancaire Privée en tant que vice-président, un poste qu'il a

assuré jusqu'à son 75^e anniversaire en 2006. Toujours en activité dans la banque genevoise, il est aujourd'hui encore Senior Advisor pour l'Asie. Au cours de sa carrière, il a été également vice-président de BNP Paribas (Suisse) SA, membre du Conseil d'administration de la Lavoro Bank AG (Zurich) ou encore président de la Fondation Louis-Jeantet de Médecine. Il a récemment accepté de mettre sa grande expérience bancaire et diplomatique au service du World Microfinance Forum Geneva dont il a été nommé président. ■



«Il est nécessaire d'attirer des capitaux supplémentaires dans la microfinance pour répondre aux besoins des populations qui en ont besoin»

MELCHIOR DE MURALT

► risque encouru. On n'y échappera pas. Si les métiers se développent dans les perspectives que nous évoquions tout à l'heure, il est évident que l'on doit mettre à l'abri les épargnants et les emprunteurs. Car en cas de problème, les populations n'ont pas de moyens de se retourner et leur situation deviendrait encore bien pire. Nous devons avancer rapidement dans la régulation de la microfinance pour éviter une crise type subprimes.

B&F: Vous rejoignez en cela, les tenants d'une vision plus sociale de la microfinance...

J.Z.: Oui, je les rejoins car je ne crois pas qu'il y ait dichotomie entre leurs vues et celles des financiers. Ces derniers ont naturellement aussi à cœur d'éviter les risques, tant par égard pour les investisseurs que pour les emprunteurs. Ce faisant, ils servent aussi les intérêts de leur clientèle toujours plus nombreuse qui entend placer une partie de son argent en microfinance. C'est d'ailleurs pour répondre à ces demandes que des fonds de microfinance ont été créés dans un nombre croissant d'établissements.

B&F: Vous parlez pourtant de pénurie d'offre en microfinance à l'échelle mondiale, comment y faire face?

M.D.M.: Il est nécessaire d'attirer des capitaux supplémentaires dans cette activité. Les grands fonds de pensions européens notamment commencent à s'intéresser à la microfinance. D'ailleurs, quelques-uns des plus importants d'entre eux seront présents à notre symposium. A terme, je rêve de voir arriver les fonds souverains sur le marché. Techniquement, il y a un certain nombre de solutions et d'outils qui peuvent permettre de répondre à cette demande mondiale comme, par exemple, la finance structurée avec différentes classes de risque avec les plus gros risques pris par les banques de développement. Il y a plusieurs expériences de ce type qui ont été initiées en Suisse avec BlueOrchard et Symbiotics où les tranches à risques sont prises par les banques de développement; ce qui est un très judicieux emploi de l'argent du contribuable.

J.Z.: Ce qui est très intéressant avec tout cela, c'est que le métier se développe. Le nombre de produits proposés aux populations demandeuses s'accroît. Certaines institutions locales mènent des activités de dépôt et deviennent quasiment des banques. Ces activités de dépôts débouchent logiquement sur l'assurance. Le champ de la microfinance est en train de s'élargir considérablement. Il faut saisir cette opportunité d'une manière non-idéologique. C'est ce que nous essayerons de faire à l'occasion du forum.

B&F: Nous assistons donc à l'émergence d'un nouveau pôle important de l'industrie financière...

M.D.M.: De mon point de vue d'investisseur, je suis convaincu que le phénomène de la microfinance, qui connaît des taux de croissance importants actuellement, marque les prémices d'énormes réseaux de retail banking dans les pays concernés. Nous assistons à la naissance d'institutions un peu à l'image des Raiffeisen en Suisse ou du Crédit Agricole en France. Il va y avoir des entrées en Bourse. Il y en a déjà eu et elles vont se multiplier. Il faut suivre cela avec des yeux d'investisseur.

B&F: Vos yeux d'investisseurs portent quel regard sur les fonds de microfinance?

M.D.M.: La microfinance reste un petit marché avec une cinquantaine de fonds environ dans le monde. La plupart font de la dette à court terme en dollar. C'est une frontière que l'industrie devra franchir, beaucoup s'y emploient. Sinon, les rendements sont de l'ordre de Libor + 150 à 250 en moyenne. Il existe aussi la possibilité d'investir dans de la dette subordonnée qui a des rendements plus importants. Certains fonds de private equity viennent de se monter. Le grand enjeu, c'est la monnaie locale. Blue Orchard a, par exemple, l'ambition de s'installer sur des marchés locaux pour toucher de l'épargne locale. C'est, à mon sens, l'un des principaux enjeux. Ce forum est un luxe pour les fonds de pension qui pourront, sur deux jours, se faire une idée précise de l'offre en matière de microfinance et d'opportunités d'investissement dans ce domaine. ■

O.V.

Melchior de Muralt, le spécialiste



Melchior de Muralt est associé de Pury Pictet Turrettini & Cie SA et trésorier du World Microfinance Forum Geneva. Il est au bénéfice d'une déjà longue expérience des produits et des mécanismes financiers à dimension sociale. Il est notamment vice-président et membre du Comité exécutif de BlueOrchard Finance SA, société spécialisée dans la microfinance et président de Cadmos Fund Management et du Guilé European

Engagement Fund, des pionniers en matière d'investissement socialement responsable. Melchior de Muralt est également membre des comités d'investissement d'Oasis fund, un véhicule d'investissement focalisé sur les entreprises à dimension sociale et de Zurmott Madison Management AG, une société de private equity basée à Zurich. Enfin, il a été l'un des promoteurs de la Fondation Ethos alors qu'il était Portfolio Manager au département Institutionnel de Lombard Odier Darier Hentsch & Cie. ■